

le Canada possède un avantage comparatif sur le plan des services d'enseignement, et la demande des pays d'Asie dans ce domaine s'est accrue rapidement

l'investissement supplémentaire nécessaire, c'est très souvent alors le partenaire étranger, ou ses associés, qui deviendra pour l'entreprise canadienne la principale source de financement, de technologies et de compétences en gestion ou en commercialisation.

Le Canada a réussi, ces dernières années, à augmenter ses exportations de **produits alimentaires transformés**, en particulier à destination du Japon et de Hong Kong. Les obstacles à l'accès aux marchés tombent, la hausse des revenus incite les consommateurs à rechercher des aliments nouveaux et les importateurs reconnaissent de plus en plus le Canada comme un fournisseur de produits alimentaires de première qualité. Voilà autant de facteurs qui portent à croire que l'investissement augmentera au même rythme que les exportations.

Plusieurs fabricants de produits électroniques du Japon, de la Corée et de Taïwan sont actuellement pressentis afin de les inciter à investir au Canada dans des usines de fabrication de microplaquettes de semi-conducteurs et dans le secteur de la micro-électronique en général, notamment dans des installations de R-D.

Dans le secteur des produits médicaux et des produits de soins de santé, il existe de nombreuses possibilités de former des coentreprises pour la fourniture de matériel chirurgical, d'équipement de diagnostic et de dépistage et de produits pharmaceutiques génériques. Ce secteur pourrait également attirer des entreprises étrangères, notamment du Japon et de la Corée, pour l'établissement de bases de recherche au Canada, puisque ces entreprises ne sont pas en mesure de répondre à la demande de nouvelles technologies ni de limiter leurs coûts. D'importantes possibilités se présentent aussi pour la R-D conjointe dans les domaines de la biotechnologie, des composés pharmaceutiques et des essais précliniques et cliniques.

Le Canada possède un avantage comparatif sur le plan des services d'enseignement, et la demande des pays d'Asie dans ce domaine s'est accrue rapidement, le perfectionnement des ressources humaines dans ces pays n'ayant pas suivi la croissance économique. L'ouverture récente de Centres d'éducation canadiens dans onze villes d'outremer a attiré au Canada un grand nombre d'étudiants. Par exemple, depuis l'ouverture du Centre d'éducation canadien à

Séoul, en 1993, les demandes de visas d'étudiants coréens sont passées de 800 cette année-là à 8 000 en 1996. L'inscription d'étudiants étrangers dans des établissements d'enseignement canadiens procure certes des retombées économiques immédiates, mais, mieux encore, les liens solides avec le Canada que tissent ces étudiants pendant leur séjour ici offrent des avantages à long terme. Ces étudiants reviennent en effet souvent au Canada, plus tard, en tant qu'immigrants et qu'investisseurs.

Coordination au moyen de groupes de travail sectoriels

Dans le cadre de cette stratégie, on recourra davantage à des groupes de travail interministériels pour orienter plus systématiquement la promotion de l'investissement des pays d'Asie au Canada. Cette façon de procéder est déjà utilisée dans certains secteurs, notamment celui des semi-conducteurs, pour lequel une campagne dynamique a été lancée afin de définir les intérêts canadiens, d'encourager cinq ou six régions au Canada à préparer des emplacements et de la documentation et de favoriser l'implantation d'usines de fabrication de puces dans ces régions en faisant des représentations auprès de certaines entreprises au Japon, en Corée et à Taïwan. Le groupe de travail spécial constitué pour organiser la mission du Keidanren (Fédération des organisations économiques du Japon) au Canada a conçu d'excellents programmes visant à faire connaître les occasions d'affaires dans les domaines des aliments transformés et des technologies de l'information. Le succès de cette mission s'est traduit par des activités de suivi, par exemple des visites de journalistes spécialisés dans un secteur et des séminaires au Canada et au Japon, ainsi que par un resserrement des liens entre les bureaux régionaux, les provinces, les municipalités et les associations sectorielles.

Parallèlement, des groupes de travail servent de catalyseurs pour la promotion de l'investissement étranger et la réalisation de projets dans les secteurs de l'aérospatiale, des pièces d'automobiles, des sciences de la vie et des mines.